

DÉPARTEMENT DE
L'EURE
en Normandie



Rapport d'activités 2022

Edito



« Vous le verrez dans ce rapport d'activités, en 2022 nous avons poursuivi nos efforts en direction de la jeunesse et notamment des collégiens avec la reconstruction de nombreux établissements mais aussi des aides aux communes qui investissent dans leurs groupes scolaires.

Cette volonté de donner toutes ses chances à notre jeunesse, à préparer l'avenir, se retrouve aussi dans notre volonté de répondre aux défis de la transition écologique. Un important travail de fond a été mené durant toute cette année et se traduira bientôt par un plan d'actions environnementales d'une ampleur inédite.

D'autres politiques fortes ont été mûries, travaillées, durant toute cette année et donneront bientôt leurs fruits comme la création de centres de santé départementaux ou la mise en service de bus médicaux pour aller dans les territoires les plus touchés par le manque de médecins. Je n'oublie pas non plus l'expérimentation «France Travail» qui va permettre aux plus éloignés de l'emploi de revenir dans l'activité.

Sébastien Lecornu et l'Assemblée départementale m'ont confié la responsabilité de conduire tous ces projets qui sont très attendus par tous les eurois. Vous pouvez compter sur moi.»

Alexandre Rassaërt

Président du Conseil départemental de l'Eure



«Cette année 2022 aura été marquée par la tenue des Assises des Solidarités qui nous a permis, collectivement, de faire un état des lieux de tout le champ du social qui est au cœur de l'action du Conseil départemental. C'est sur cette base que nous allons, en 2023, refondre nos politiques de l'autonomie, de la protection de l'enfance, du logement, de l'insertion et du handicap.

En parallèle de ces Assises qui ont beaucoup mobilisé notre attention, nous avons lancé deux nouvelles entités qui vont changer la vie des élus et l'image de notre territoire :

- L'Agence de la ruralité : une interface de proximité innovante qui va simplifier la vie des maires et des Présidents d'intercommunalités dans la conduite de leurs projets.
- Euréka : une agence d'attractivité qui va combler le déficit de notoriété dont souffre notre département, créer des liens entre les acteurs économiques, politiques, touristiques mais surtout donner envie aux talents en tous genres de venir s'installer et d'investir dans l'Eure.

En fin d'année, au regard de l'actualité internationale et de mon engagement au sein du Gouvernement en tant que Ministre des Armées, j'ai choisi de confier la Présidence du Conseil Départemental à Alexandre Rassaërt pour qu'il poursuive sur cette dynamique et donne à l'Eure tous les atouts de son développement et de sa réussite.»

Sébastien Lecornu

Ministre des Armées

4

**Justice sociale
et protection des plus fragiles**

12

**Environnement : préserver
toutes les ressources**

16

**Santé : l'installation de
médecins, priorité n°1**

18

**Donner à la jeunesse
l'envie de voir grand**

22

**Culture et patrimoine
pour tous**

26

**Sport : soutien
à tous les niveaux**

30

**Ville et campagne,
tous égaux !**

36

**Des mesures concrètes
pour plus de sécurité**

40

**Logement : une stratégie
pour 6 ans**

45

**Une gestion financière
performante et prospective**

44

**Une administration efficace
grâce aux agents du service
public**

Justice sociale et protection des plus fragiles

Assises des solidarités : une grande réflexion collective

De mars à octobre 2022, les Assises des Solidarités de l'Eure ont été organisées pour définir, avec les citoyens eurois et les partenaires institutionnels ou associatifs, des propositions d'actions. Cette démarche participative questionnait 5 thématiques : enfance, vieillissement, handicap, logement et insertio vers l'emploi/RSA. Les actions sont en cours d'adoption par les conseillers départementaux en session plénière tout au long de l'année 2023. Elles seront intégrées dans le schéma départemental des solidarités qui devrait être délibéré en session plénière de décembre 2023.



Les Assises des Solidarités de l'Eure, ce sont :

- 2 000 bénéficiaires consultés ;
- 27 visites de terrain ;
- 2 forums citoyens ;
- 45 ateliers thématiques visant à améliorer la prise en compte des besoins des Eurois.

Bien vieillir à domicile dans l'Eure

La lutte contre l'isolement des personnes âgées s'est poursuivie. Dans le cadre du programme Interreg, plusieurs actions ont été engagées :

- mise en place d'un pack autonomie avec le groupe La Poste sur 5 villes tests. Fin décembre 2022, 202 seniors sont bénéficiaires de ce dispositif dont 75 aux Andelys, 44 à Grand Bourgtheroulde, 43 à Mesnil-en-Ouche, 49 à Vernon et 16 à Breteuil.
- création d'un réseau de voisins via une plateforme numérique.

L'objectif est d'actionner les leviers du bénévolat en vue de former des équipes citoyennes qui visiteront les personnes âgées isolées.

- 24 structures (associations, mairie, CCAS, etc.) ont signé la charte Monalisa le 4 juillet 2022. Le maillage départemental se poursuit. Une journée du bénévolat Monalisa sera organisée le 5 décembre 2023 afin de mettre en lumière l'action portée auprès des seniors du Département.



8 000

seniors sensibilisés

84 actions de prévention à destination des personnes âgées et des aidants ont été mises en place en 2022 et financées par la Conférence des financeurs pour un budget de 1 148 K€. Au total, elles ont touché plus de 8000 personnes âgées dans l'Eure.

Silver Day 2022

Organisé à l'Hôtel du Département, à Evreux, les services départementaux ont accompagné le gérontopôle pour l'organisation de l'évènement Silver day 2022. Cette journée a rassemblé près de 180 professionnels du secteur.



46 M€ de travaux pour les EHPAD

Sur la période 2021-2025, le Département investit massivement (à hauteur de 30 % des travaux) dans la reconstruction de 10 établissements modernes, confortables, climatisés et connectés. Les EHPAD concernés : Pacy-sur-Eure, Les Andelys, Verneuil, Pont-Authou, Pont-Audemer, Brionne, Bernay, Ivry-la-Bataille, Vernon et Gisors. En alignant sa participation sur celle de l'État, le Département fait un effort financier exceptionnel pour accélérer les travaux.

Booster l'attractivité des métiers de Services d'aide à domicile (SAAD)

Pour rendre le métier plus attractif, faire baisser l'absentéisme et améliorer les conditions de travail, le Département pilote une expérimentation nommée « autonomisation des équipes ». Les aides à domicile ont ainsi, une plus grande latitude pour adapter leur temps et leur mode d'intervention aux besoins du bénéficiaire. Cette action se terminera fin 2023.

Par ailleurs, deux points marquants sont à relever :

- Depuis le 1^{er} octobre 2021, la hausse d'environ 15 % de la masse salariale induite par l'application de l'avenant 43 à la convention collective nationale de la branche de l'aide à domicile ;
- Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'entrée en vigueur d'un tarif minimal de 22 euros pour la valorisation d'une heure d'aide des plans

d'aide APA et PCH, applicable à tous les Services d'aide à domicile contre une moyenne départementale de 18,72 €.

- Un nouveau Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM), souhaité par la CNSA, a été mis en place en juillet 2022 avec 20 services d'aide à domicile (SAAD). Il pointe 4 nouvelles actions :
 - accompagner des personnes dont le projet de prise en charge présente des spécificités ;
 - amplitude et horaires élargis aux week-end et jours fériés ;
 - contribuer à la couverture de l'ensemble du territoire ;
 - qualité de vie au travail.

Deuxième édition du Salon Seniors

Animé par Louis Bodin, ce salon a délivré aux 600 visiteurs des informations sur l'accès aux droits, les aides disponibles, les dernières nouveautés en matière d'aménagement de logement, d'ateliers numériques, d'actions de répit, etc. 96 % des visiteurs s'estimaient satisfaits de sa visite. Une nouvelle édition est en cours de préparation pour 2024. En parallèle, les services ont préparé l'organisation du salon du Handicap qui s'est réalisé en juin 2023.



Une nouvelle forme d'habitat : l'Aide à la Vie Partagée (AVP)

Dans la continuité de l'habitat inclusif, le Département s'est engagé dans le logement des séniors à vie partagée. Il s'agit de conserver l'environnement d'un « chez soi » tout en bénéficiant sur place d'un accompagnement de qualité (animation, coordination des intervenants à domicile...). Suite à un appel à candidatures de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au printemps 2022, 13 projets ont été retenus parmi les 16 proposés. La mise en œuvre des projets a débuté en 2023 pour une enveloppe budgétaire de 366 867 €. On retrouve cette nouvelle forme d'habitat sur les communes d'Épaignes, Pont-Audemer, Évreux, Vernon, Les Andelys, Gisors, Rugles, Val-de-Reuil.



Une forte participation à la démarche Territoire 100 % inclusif au bénéfice des personnes en situation de handicap

- Mise en ligne de la plateforme ACCES LIBRE : elle permet de répertorier l'ensemble des Etablissements Recevant du Public (ERP) accessibles aux personnes en situation de handicap.
- 100 personnes ont participé au Gala de Basket Inclusif, organisé avec l'IME des Papillons Blancs et le SPN Basket de Vernon.
- Plusieurs groupes de travail se sont tenus, en lien avec la Musse, afin d'établir des procédures pour proposer des temps de répit aux assistants familiaux.
- Duoday : 21 binômes de personnes en situation de handicap et d'agents se sont formés pour partager une journée de travail au sein des services du Département.

2 200 enfants confiés à l'ASE en 2022

En 2022, environ 2 200 enfants en danger étaient placés dans le cadre de l'Aide sociale à l'Enfance (ASE). L'accroissement du nombre de placements est un fait inquiétant qui montre la nécessité de mieux aider les familles en difficulté et de diversifier davantage les modalités de prise en charge. Dans le cadre des Assises des solidarités, deux grands axes se sont dégagés :

- développer la prévention dans tous les domaines et à tous les âges, en apportant une réponse de proximité et adaptée aux attentes des parents et aux besoins des enfants ;
- apporter de nouvelles réponses en matière de protection de l'enfance pour donner aux enfants confiés les mêmes chances que celles des autres enfants.

Un plan d'urgence tourné vers la prévention

Les signalements liés à des violences intrafamiliales et à des troubles psychiques augmentent fortement. Sur certains secteurs de l'Eure, 35 % des parents d'enfants confiés sont bénéficiaires du RSA. Aussi, en 2022, un plan d'urgence protection de l'enfance a été engagé pour soutenir la prévention et engager un travail de fond sur les situations des enfants confiés et de leurs parents afin de faire

évoluer favorablement la mobilisation des parents.

Ainsi, le parcours de l'enfant est mieux sécurisé grâce au renforcement des équipes d'inspecteurs enfance famille (IEF). Une réduction du portefeuille de chaque IEF a permis une meilleure appréhension et un travail plus ajusté aux besoins de l'enfant.

Les assistants familiaux revalorisés

Promulguée le 7 février 2022, la « loi Taquet » vise à améliorer le quotidien des enfants protégés, à mieux les protéger contre les violences et à augmenter les garanties procédurales dans l'assistance éducative. Elle a aussi pour objectif de valoriser l'exercice du métier d'assistant familial. Dans cet esprit, le conseil départemental a revalorisé le salaire des 390 assistants familiaux, pour l'amener au minimum au niveau du SMIC pour un enfant (coût : +1,4 M€).



Des équipes mobiles pour aider les parents à domicile

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, le Département déploie différentes actions de prévention : renforcement des équipes de protection maternelle et infantile, ateliers langage pour les jeunes parents, création d'équipes mobiles de soutien précoce à la parentalité, mesures supplémentaires d'accompagnement à domicile, création d'équipes spécialisées pour réaliser les évaluations d'informations préoccupantes, etc.

Plusieurs actions innovantes ont également été mises en place : équipes mobiles pluridisciplinaires de PMI pour un soutien précoce à la parentalité, équipe pluridisciplinaire (psychologue, orthophoniste,

psychomotricienne) dédiée aux bilans développementaux des enfants confiés de moins de 6 ans, et infirmières coordonnatrices du parcours de santé de l'enfant confié.

Par ailleurs, différentes enquêtes et travaux ont pu être menés dans le cadre de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance en associant les enfants placés et leurs parents : deux enquêtes de satisfaction, la réalisation d'un livret d'accueil à l'Aide Sociale à l'Enfance et la réalisation, en cours, d'un livret de parcours et de sortie.

RSA + formation : une formule gagnante

Lutter contre l'exclusion mais aussi encourager l'activité professionnelle sont des objectifs primordiaux pour le Département. Des actions ont été engagées pour favoriser la reprise d'activité des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) : réduction des délais d'orientation des bénéficiaires, mise en place de nouveaux outils pour la certification de compétences (Open badges, Serious Game), soutien à la mobilité et à la formation. Le Département a notamment mis en place une expérimentation du cumul de l'allocation du RSA sur la période de formation (notamment sur les métiers en tension). 94 % des personnes entrées en formation qualifiante ont pu aller au terme de cette dernière et 50 % d'entre eux ont été en emploi à son issue. Au-delà de l'effet incitatif important, ce dispositif permet de limiter très fortement les abandons de formation, et donc le retour au RSA. Ce dispositif de maintien du RSA durant la formation est particulièrement intéressant dans un marché de l'emploi très porteur, avec un taux de chômage au plus bas.



13 156

allocataires du RSA

En 2022, l'Eure compte 13 156 allocataires du RSA. Ils représentent 5 % de la population euroise (contre 5,6 % en France métropolitaine) avec une concentration sur les agglomérations d'Évreux, Seine-Eure, Vernon et dans une moindre mesure Pont-Audemer, Gisors et Bernay.

Une politique de juste droit qui a fait ses preuves

Après des hausses constantes, le budget consacré aux allocations RSA a fléchi pour atteindre 89,2 M€ en 2022. Dans un objectif de juste droit, le Département réalise depuis plusieurs années des contrôles visant à s'assurer de la bonne attribution du RSA à chaque bénéficiaire. Ainsi, depuis la création d'une cellule de contrôle en 2016, plus de 22 584 vérifications ont été réalisées (dont 2 863 en 2022), engendrant des sanctions auprès de 4 232 allocataires. De plus, le non-respect de la déclaration sincère de situation est sanctionné par des dépôts de plaintes pour les dossiers frauduleux et des amendes administratives. A ce titre, ce sont 27 dépôts de plainte qui ont été effectués et 71 amendes administratives prononcées en 2022.

Le Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) monte en puissance

Démarré en 2021, le SPIE s'est progressivement déployé sur le territoire auprès des publics ciblés (personnes en situation d'handicap et bénéficiaires du RSA proches de l'emploi). Entre 2021 et 2023, 296 usagers sont entrés sur la démarche de référent SPIE dont 79 % de bénéficiaires du RSA et 17 % de jeunes. 283 bénéficiaires ont obtenu une proposition dans les trois mois après leur entrée. 138 sorties ont été réalisées.



Expérimentation France Travail : l'Eure en pointe

L'ensemble des travaux conduits avec les partenaires a permis de mettre en place des actions préfigurant la réponse du Département à l'expérimentation France Travail. En effet, ces actions « RSA Rebond » s'appuyaient sur la mise en place d'un accompagnement intensif, mobilisant les acteurs du social et économique.

Cette expérimentation vise à tester des modalités de partenariat renforcées entre le Département et l'État via son opérateur Pôle Emploi sur un territoire cible ayant au minimum 2 000 allocataires du RSA. Elle se fera sur trois EPCI : Agglomération Seine Eure (zone urbaine sans ex-Eure-Madrie-Seine), Vexin Normand et Lyons-Andelle (2 zones rurales). La proposition faite par le Département a été également nourrie par les actions initiées dans le cadre du SPIE :

- un engagement de retour à l'activité sur un parcours de 6 mois du bénéficiaire ;
- un engagement de la collectivité à lever les freins liés à la mobilité et la garde d'enfant pour permettre à la personne de participer activement aux actions du parcours ;
- une mobilisation du bénéficiaire entre 15 et 20 heures par semaine en moyenne sur 6 mois (soit 2 jours par semaine) pour sortir de chez soi, reprendre confiance en soi, se rendre compte de ses compétences, de ses ressources.

MDPH : délais de traitement réduits et satisfaction en hausse

A nouveau, en 2022, la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) s'est attachée à maintenir la qualité de service due aux usagers avec une maîtrise des délais de traitement des demandes comme le prouve le taux de satisfaction des usagers de 65 %. Le nombre de décisions prises par la CDAPH, le nombre d'usagers suivis individuellement dans le cadre de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT), le rythme et le nombre d'équipes pluridisciplinaires sont autant de signes d'une MDPH soucieuse de répondre aux demandes qui lui sont formulées.

Impliquée dans le déploiement des actions nationales portées et initiées par la CNSA mais également dans le projet des Assises des solidarités, la MDPH est restée en 2022 dans la recherche constante de leviers visant à optimiser son organisation et à mener à bien l'ensemble de ses missions. Dans le cadre de la territorialisation de la MDPH et du futur service départemental de l'autonomie, des référents implantés sur les territoires (en CMS, chez nos partenaires...) proposeront un service de proximité.



62 705

appels téléphoniques

En 2022, le nombre de décisions et avis de la CDAPH est en augmentation de 17 % par rapport à 2021 (52 938 avis et décisions).

Le nombre d'usagers accueillis physiquement est en hausse de 30 % (11 176 personnes) alors que le nombre d'appels téléphoniques est en baisse de 20 % (62 705 appels)

Environnement : préserver toutes les ressources

Engagé dans la préservation de la nature et de la biodiversité, le Département a voté, en session du 21 octobre 2022, sa stratégie de transition écologique en quatre axes. Ils traduisent l'ambition de préserver toutes les ressources :

- l'Eure, département bas carbone : réduisons nos émissions de gaz à effet de serre ;
- moins de béton, plus de nature : préserver un poumon vert entre Paris et la mer ;
- l'alimentation du « pré à la table » : renforcer l'autonomie alimentaire de l'Eure et la consommation locale ;
- la transition écologique par tous et pour tous : partager la vision.



Deuxième édition de « 1 naissance, 1 arbre »

En 2022, le Département a lancé en partenariat avec l'Office national des forêts (ONF) la deuxième édition de l'appel à projet « 1 naissance, 1 arbre ». Il propose aux communes ayant du foncier disponible de déployer des projets de plantations. Ils visent à offrir des lieux de ressourcement et à sensibiliser les Eurois à la préservation de la nature, des ressources naturelles et à promouvoir l'arbre et les services qu'il rend quotidiennement.

Les projets présentés devaient s'inscrire dans l'un des quatre thèmes proposés : Îlot de biodiversité, Forêt comestible, Poumon de ville ou de village, Forêt ressource.

À la clôture de l'appel à projet, le 31 décembre 2022, 13 projets ont été présentés.

Les 11 derniers projets du premier appel à projets ont été finalisés permettant d'atteindre l'objectif des 7000 arbres plantés.

ENS : la biodiversité préservée et mieux valorisée

En 2022, la mise en œuvre du schéma des Espaces naturels sensibles (ENS) s'est poursuivie avec la réalisation de travaux de restauration et d'entretien des sites, et la réalisation d'inventaires écologiques. Cinq plans de gestion ont également été élaborés :

- ENS de la côte de l'Oison ;
- ENS de la zone humide de Charleval ;
- ENS du moulin Aclou ;
- ENS des îles de la Seine de Pose à Amfreville ;
- et ENS des prés humides de la Charentonne.

Enfin, pour valoriser biodiversité, des sentiers pédagogiques ont été aménagés : sentier de la Bergeronnette (ENS de la zone humide du Fourneau) et sentier du Héron (ENS des étangs de Breteuil).



Faire découvrir et expliquer les ENS

Une des actions phare en matière de valorisation de la nature auprès du grand public est le programme d'animations « Découvrez la Nature dans l'Eure » sur les espaces naturels sensibles (ENS) à destination du grand public. Afin de proposer un panel d'animations attrayantes et innovantes, la construction du programme s'appuie sur un appel à projets permettant de diversifier les offres d'animation et de mobiliser la créativité des structures associatives. La découverte de sites naturels par une diversité d'approches (naturaliste, sportive,

culturelle, culinaire, historique...) constitue la principale caractéristique et l'originalité du programme. En 2022, le programme contenant 80 animations a attiré près de 2000 participants.

À noter également, l'ouverture d'une action expérimentale à destination des collèges se situant à proximité immédiate d'un ENS. L'objectif est de sensibiliser les collégiens à la biodiversité qui les entoure par la découverte de sites naturels de proximité. Sur les 9 collèges éligibles, 4 collèges ont expérimenté cette démarche (6 classes, 120 élèves).



2 542

nids de frelons asiatiques

La lutte contre le frelon asiatique continue. En 2022, le Département a financé la destruction de 2 542 nids de frelons asiatiques chez des particuliers, soit une augmentation de 100% par rapport à 2021. Créé en 2019, ce dispositif est très sollicité et participe à la protection de la biodiversité, des abeilles domestiques et aussi des pollinisateurs sauvages.

L'eau et les milieux aquatiques sous haute surveillance

Le Département soutient les collectivités euroises dans la mise en œuvre de la Gemapi (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). Il a accompagné :

- 26 projets de collectivités sur les thématiques de l'assainissement, de l'eau potable, de la protection de la ressource en eau et de la gestion des eaux superficielles pour un montant de 537 417 € ;
- et 16 captages d'eau potable prioritaires sont suivis dans le cadre de l'observatoire des bassins d'alimentation des captages (BAC), ce qui représente pour la saison 2021/2022, 280 agriculteurs accompagnés et 811 parcelles suivies.

L'année 2022 a permis la réalisation de nombreux projets retenus dans le plan de relance dont notamment 36 mares restaurées.

Afin de sensibiliser à la culture du risque Inondations, les projets de pose de repères de crue de deux collectivités ont été retenus et accompagner techniquement et financièrement. Ils verront la concrétisation de la pose courant 2023.



Qualité de eaux : une observation unique en France

L'observatoire des bassins d'alimentation des captages prioritaires entamera sa dixième année d'observation en 2023. Le Département de l'Eure est le seul en France à animer ce type de démarche qui vise, avec le partenariat des maîtres d'ouvrages eau potable concernés par un captage prioritaire, à :

- fixer des objectifs atteignables par la profession agricole pour produire sous les champs une eau de qualité ;
- accompagner les agriculteurs à la mise en place des leviers qu'ils ont identifiés pour atteindre ces objectifs fixés ;
- évaluer annuellement au travers de mesures dans les champs, l'atteinte des objectifs et accompagner la prise de risque ;
- évaluer l'impact des actions menées sur la qualité de l'eau au captage.

En 2023, un bilan des dix ans d'observation permettra de comprendre les tendances de l'impact des pratiques agricoles sur la qualité des eaux souterraines.

Soutenir les agriculteurs : une mission essentielle

Près des deux tiers de la surface euroise est dédiée à l'agriculture qui fait entièrement partie de l'identité du territoire. Elle joue aussi un rôle essentiel dans la résilience face au changement climatique.

En 2022, le Département accorde une grande importance au soutien des agriculteurs eurois. Il a accordé 167 aides

pour un montant total de 484 717 euros. Des aides exceptionnelles ont été accordées à cinq producteurs ayant subi une tornade dévastatrice.

Par ailleurs, 1 200 ha d'espaces naturels dont le Département est gestionnaire (ENS, terrains du Conservatoire du littoral) sont exploités par des agriculteurs.



Le maillage des aires de covoiturage se poursuit

Le Département est engagé dans une politique de construction d'aires de covoiturage dans l'Eure afin de réduire l'usage de la voiture individuelle. En 2022, une nouvelle aire de 16 places a été réalisée à Boissy-Lamberville à proximité de la RD 629 / RD 613, pour un montant d'environ 70 000 €.

Deux projets sont également engagés et aboutiront en 2023 : l'aire de covoiturage de Bourg-Beaudouin à proximité de la RD 6014 (23 places) et l'aire de covoiturage de Conches-en-Ouche à proximité de la RD 840 (12 places).

Santé : l'installation de médecins, priorité n°1

En 2022, les dispositifs proposés auparavant ont été revus. Avec un objectif : améliorer encore l'attractivité du territoire, encourager l'installation dans l'Eure de futurs praticiens mais aussi travailler à l'innovation-santé et à l'accessibilité aux soins.



Plan ambition santé : 2 M€ par an pendant 6 ans

Voté en décembre 2022, le «plan ambition santé» intervient après 35 auditions réalisées par les élus en deux mois et demi, pour aller à la rencontre des acteurs, des institutions, des témoins locaux et nationaux de la santé.

Doté d'une enveloppe de 2 M€ pendant 6 ans, ce plan ambition santé vise cinq objectifs :

- dégager du temps médical aux médecins ;
- accroître l'offre médicale par la télémédecine pour compenser le manque de médecins sur le territoire ;
- développer la médecine salariée ;
- préparer l'installation des médecins de demain ;
- conforter la prévention en santé.

Ce plan prévoit la mise en place de plusieurs centres de santé sous l'intitulé Doct'Eure : une unité mobile de soins (bus itinérant) dans le sud de l'Eure, deux centres de santé fixes à Vernon et à Bernay, l'aide à la formation et à l'installation des infirmières de pratique avancée (IPA), et une bourse aux étudiants en médecine dès la 4^e année et pendant l'internat pour ceux qui s'engagent à s'installer cinq ans dans l'Eure.

Également, une plateforme départementale de télémédecine avec le déploiement de 12 dispositifs de téléconsultation est en préparation pour un déploiement fin 2023. De plus, un travail est engagé sur l'attractivité territoriale en lien avec la faculté de médecine pour accueillir les internes de 4^e année sur le territoire eurois.

La Mammobile : prévenir le cancer du sein en zones rurales

À titre expérimental, la Mammobile a sillonné l'Eure sur les 6 premiers mois de l'année 2022. Le but était de mettre en évidence l'impact d'un cabinet de radiologie mobile sur le taux de dépistage du cancer du sein. Ainsi, 6 501 femmes de 120 communes ont été invitées. 1 510 mammographies ont été réalisées au cours de 80 jours de consultations effectives. Les tournées se sont poursuivies dans le Calvados, puis en 2023 dans la Manche et la Seine-Maritime et les résultats totaux de l'expérimentation seront connus en 2024.



Donner à la jeunesse l'envie de voir grand

2022 a été l'année de la structuration opérationnelle du « Plan Collège » adopté en session plénière fin 2021. L'année a également marqué le pic du nombre de livraisons des établissements neufs inscrits dans le programme 2016/2024.



Une année record

L'année 2022 est celle de tous les records dans la rénovation du parc des établissements avec pas moins de quatre livraisons de nouveaux collèges :

- Jean-Rostand à Évreux
- André-Maurois à La Saussaye
- Le Hameau à Bernay
- Le Roumois à Routot

Dans le même temps les travaux se sont poursuivis pour une livraison en 2023 :

- du collège Hyacinthe-Langlois à Pont-de-l'Arche
- du collège Le Hamelet (rebaptisé Suzanne-Lipinska) à Louviers
- du collège Maurice-de-Brogie à Broglie

Une poursuite des investissements visant la modernisation et la rénovation énergétique des établissements existants a également permis la réalisation de travaux d'amélioration des systèmes de chauffage, d'éclairage et de sécurisation.



Une carte scolaire mieux ajustée

Au regard de l'ouverture en 2023 de deux établissements neufs d'une capacité de 800 places sur le territoire de l'agglomération Seine-Eure (Hyacinthe-Langlois à Pont-de-l'Arche et Suzanne-Lipinska à Louviers), un travail important d'ajustement des secteurs de recrutement a été mené en 2022 prenant en compte de nombreux paramètres (mixité scolaire, temps de transport, impact environnemental). Il a abouti à la mise en place d'une nouvelle carte scolaire opérationnelle dès la rentrée scolaire 2022.

Dans le même temps, une attention est portée partout sur le territoire eurois à l'ouverture des établissements à d'autres publics que les seuls collégiens et au bon calibrage des dessertes de bus.

Effectifs scolaires : décline en vue

La publication de l'INSEE parue en juin 2020 prévoit une baisse de la démographie collégienne euroise : 3 100 collégiens à l'horizon 2029. Certains secteurs sont particulièrement concernés, comme celui de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure : 550 collégiens en moins à l'horizon 2029.

Le class'Eure numérique : un plan ambitieux de 3,6 M€

Un des engagements du nouvel exécutif en 2021 portait sur l'équipement informatique des élèves et le développement des usages numériques.

Il était important pour le Département de proposer une offre adaptée aux nouvelles pratiques et aux besoins réels des équipes éducatives. Aussi, l'année 2022 a été marquée par la décision de doter l'ensemble des 55 collèges publics d'équipements visant à répondre aux priorités départementales : consolidation des

apprentissages fondamentaux et de l'inclusion scolaire, promotion des langues vivantes, enrichissement du parcours Avenir, éducation aux médias et continuité pédagogique.

Ceci s'est concrétisé par la définition d'un pack Class'Eure numérique (casques de réalité virtuelle, baladodiffusion, webradio, systèmes de visioconférence, flotte de tablettes), d'un montant total de 3,6 M€ (co-financé par des fonds européens) qui sera déployé au sein des établissements en 2023.

Des projets éducatifs visant le bien-être et l'épanouissement des élèves

Outre la poursuite du programme « **Culture au collège** » et des offres d'accès aux sites départementaux remarquables, a été lancée en 2022 une collaboration expérimentale avec la Super Compagnie. Elle vise à prévenir toute forme de violence scolaire et notamment à sensibiliser aux dangers du harcèlement et du cyberharcèlement. Cinq établissements ont pu bénéficier de la prestation avant le lancement en 2023 d'une consultation.

Par ailleurs, pour préparer les jeunes au monde professionnel et leur donner le goût de l'engagement et de l'entreprenariat, le Département poursuit sa collaboration avec l'association « **Entreprendre Pour Apprendre** » (EPA) pour développer les mini-entreprises au sein des collèges.

Un livre et une calculatrice

Parce que le développement des usages du numérique doit s'accompagner de la maîtrise des savoirs fondamentaux (savoir lire, écrire, compter), le Département propose un rendez-vous devenu incontournable :

la distribution d'un livre aux jeunes collégiens eurois.

En 2022, deux séquences ont été organisées en faveur des 8 500 élèves de 6° :

- en mai, ils ont reçu un exemplaire du célèbre livre « Le chien des Baskerville » de Arthur Conan Doyle ;
- à la rentrée de septembre, en même temps qu'ils ont bénéficié d'une calculatrice scientifique qui va les accompagner tout au long des années collèges, la nouvelle cohorte des élèves de 6ème s'est vue remettre «La Sentinelle du petit peuple» de Véronique Barrau, Fornis et Carbone, bande dessinée primée dans le cadre des **Dévoreurs de livres** en juin 2022.

Démarche simplifiée : plus d'élèves boursiers

Les bourses scolaires sont la traduction concrète de l'engagement partenarial mené entre le Département, les services départementaux de l'Education Nationale et les collèges eux-mêmes, et ceci au bénéfice du budget des familles. Ainsi, un accompagnement est proposé par le Département pour favoriser l'accès aux droits (mobilisation des conseillers numériques) et la bourse départementale est versée à tous les bénéficiaires de la bourse nationale sans exception. Une simplification du système qui a permis de tripler le nombre d'élèves boursiers très rapidement.



DEPARTEMENT DE
L'EUPE
en Normandie

RÉUSSIR
au COLLEGE
Priorité du Département 2020 | 2030

ACADÉMIE
DE NORMANDIE
Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de l' Eure

**BOURSES
POUR LES COLLÉGIENS :
LE COUP DE POUCE
DE LA RENTRÉE**

Faites
votre demande
auprès du collège
de votre enfant
avant le
**20 OCTOBRE
2022**



1 millions d'euros

pour le gel du tarif de la cantine

A la rentrée scolaire 2022, le Département a décidé de prendre à sa charge le surcoût des repas. En maintenant le prix du repas à 3,15€, le Département a participé à la préservation du pouvoir d'achat des familles dans un contexte économique très difficile.

Cela représente une dépense supplémentaire annuelle d'un million d'euros pour maintenir inchangé le droit d'entrée à la restauration scolaire.

Une Mission jeunesse et citoyenneté au plus proche de sa cible

Depuis plusieurs années, le Département soutenait les actions en faveur de la jeunesse par le biais d'un appel à projet à destination des opérateurs associatifs et des collectivités. En 2022, une enveloppe financière de 300 000 € a permis de financer une quinzaine d'organisation.

Cependant, le bilan a fait apparaître un manque de lisibilité de la politique jeunesse départementale. La collectivité a donc défini de nouvelles orientations lors de la session plénière du 21 octobre 2022 et a créé début 2023 une mission jeunesse-citoyenneté.

Culture et patrimoine pour tous

La culture et le patrimoine sont des atouts incontournables de notre territoire. Ils participent de la qualité du cadre de vie et de l'attractivité de l'Eure. Aussi, le Département œuvre à faire fructifier sur son territoire une offre riche et accessible à tous, tout en veillant à valoriser les sites dont il est propriétaire et qui constituent un héritage commun.



Le Département, moteur de la restauration du patrimoine des communes

Depuis 2016, le dispositif Mon village, mon amour accompagne les communes dans la restauration de leur patrimoine : églises, collégiales, lavoirs, vitraux, etc.

En 2022, l'assemblée départementale a voté l'extension du dispositif aux monuments aux morts antérieurs à 1945, symboles de la mémoire des villes et villages.

En 2022, 61 projets de restauration ont pu

être mis en œuvre grâce aux subventions départementales qui se sont élevées à 1,7 M€.

À travers cette politique, le Département soutient indirectement l'activité économique des artisans d'art, nombreux sur le territoire, et des entreprises du bâtiment.

Mon village mon amour : 3 chantiers emblématiques

- Saint-Aubin-sur-Gaillon : restauration du clocher Tors de l'église Saint-Aubin. 60 000 € de subvention départementale.
- Sainte-Marie-d'Attez : restauration générale de l'église Notre-Dame. 45 000 € de subvention départementale.
- Bois-Normand-Près-Lyre : tranche ferme de la restauration de l'église. 100 000 € de subvention départementale.

Le patrimoine sur le devant de la scène

Restaurer le patrimoine est indispensable, mais il est également important de le faire vivre. C'est pourquoi le Département coordonne depuis plusieurs années l'événement **Pierres En Lumières**. L'édition 2022 a été un succès : elle a mobilisé 75 porteurs de projets (un record en Normandie) autour de l'ouverture de 100 édifices publics et privés de toute nature.

Le Département s'attache aussi à documenter et étudier pour mieux valoriser les trésors (édifices, objets mobiliers, savoir-faire) présents sur son territoire. Dans le cadre des missions d'inventaire, 72 reportages (photos et vidéos) et plus de 1 000 clichés ont été réalisés. Ils seront prochainement accessibles au grand public via un site internet dédié.

Enfin, parce que le patrimoine est également une source d'inspiration pour les artistes, l'édition 2022 des **Journées européennes du patrimoine** a vu les œuvres hypnotiques de Sébastien Preschoux (galerie Danysz) sublimer le patrimoine : du site de Gisacum au château de Beaumesnil, en passant par la Halle de la Ferrière-sur-Risle, ses créations ont incitées le public à poser un œil neuf sur cet héritage commun. A la filature Levavasseur, Sébastien Preschoux a par ailleurs proposé une création unique dans la salle des machines. Pour l'occasion, des visites du site, mises en scène par la compagnie du Crépuscule, ont ravi des centaines de visiteurs.



Sites départementaux : des investissements inédits

De l'Antiquité gallo-romaine à Gisacum aux plus grands courants picturaux du XX^e siècle à Giverny et à Vernon avec la maison Bonnard, en passant par la Normandie médiévale au domaine d'Harcourt et le passé industriel du territoire symbolisé par la filature Levasseur, les sites du département sont les chapitres d'une

histoire commune : la nôtre, celle de l'Eure. C'est pourquoi le Département leur accorde la plus grande attention : ils font, depuis 2021, l'objet d'investissements inédits destinés à garantir leur conservation et leur transmission aux générations futures, mais également leur valorisation auprès d'un large public.



Gisacum : le jardin archéologique se réinvente

Pour sa 20^e année, le jardin archéologique de Gisacum a fait l'objet de travaux de revalorisation, dans le respect de la biodiversité du site. Un projet d'aménagement jusqu'à l'aire de stationnement a été conçu pour améliorer l'accueil des visiteurs. Précédé d'une campagne de fouilles préventives, il verra le jour en 2024.

En 2022, 14 075 visiteurs dont 5183 scolaires sont venus découvrir le site, soit une hausse de la fréquentation scolaire de 26 %.

Sept week-end événementiels sont venus rythmer la saison tandis que la fouille du sanctuaire, en partenariat avec l'INRAP, s'est poursuivie. Elle permettra de mieux connaître l'histoire de ce site exceptionnel.



Harcourt : l'avenir se prépare

En 2022, les travaux de restauration de la maçonnerie et de la toiture du château se sont poursuivis. Près de 2 millions d'euros sont investis par le Département pour assurer la conservation de ce superbe château.

En coulisses, les équipes œuvrent à la mise en œuvre d'un parcours lumineux. Elles améliorent les conditions d'accueil du public et restaurent la biodiversité pour les espèces d'animaux qui fréquentent le site.

Le fruit de ce travail sera visible à l'hiver 2025. Pendant ce temps, le domaine s'illumine de mille feux chaque hiver : après une première édition 2021 réussie, le succès de « Merveilleux » à Harcourt ne s'est pas démenti en 2022 (plus de 30 000 visiteurs accueillis).

MADE : les archéologues au service de la connaissance

En 2022, la Mission archéologique du Département de l'Eure a poursuivi ses missions d'accompagnement des projets d'aménagement sur le territoire, notamment à Évreux et Vernon. Elle a également réalisé 17 autres diagnostics dans l'Eure, participant ainsi au développement de la connaissance de l'histoire du territoire.

Médiathèques : généralisation de la gratuité

102 médiathèques (sur 105 !) sont désormais gratuites. Les habitants peuvent y emprunter livres, magazines, mais aussi DVD, CD, etc.

Grâce au soutien technique et financier du Département, une nouvelle médiathèque a vu le jour à La Neuve-Lyre. Celles de Pitres, Thiberville et Grand Bourgtheroulde ont connu de nouveaux aménagements destinés à moderniser et faciliter l'accueil des publics.

Sous l'impulsion de la médiathèque départementale, les médiathèques du réseau ont par ailleurs accueilli de nombreux événements : 7 concerts de Normandie Bib'live, 31 films dans le cadre du mois du film documentaire et 120 animations à l'occasion du festival X.PO Expérience des possibles.



4 millions d'euros
pour les acteurs culturels du territoire

En 2022, près de 330 subventions ont été accordées à des projets, salles et compagnies de spectacle vivant pour un montant de 4 millions d'euros, favorisant ainsi l'émergence d'une offre culturelle d'excellence, au plus près des territoires.

Education artistique et culturelle : tous les collégiens de plus en plus mobilisés

En 2021- 2022 près de 56 % des collégiens eurois ont participé à une action culturelle dans le cadre du dispositif Culture au collège : master class cinéma avec le réalisateur du film l'Astronaute, tournage d'un clip au théâtre Legendre, etc. L'ambition est de permettre à un maximum de collégiens de pratiquer une activité culturelle.



Sport : soutien à tous les niveaux

Le Département est au cœur de la pratique sportive en termes d'équipements, d'encadrement et de soutien aux clubs. Au quotidien, il est un interlocuteur du mouvement sportif. Il mène avec lui des missions d'intérêt général autour de la pratique sportive pour tous et accompagne aussi le sport de haut-niveau.



Dynamisme autour du label Terre de Jeux

Le Département de l'Eure a le label **Terre de Jeux 2024** depuis 2019. Dans ce cadre, la collectivité a initié ou soutenu différentes actions sur le territoire eurois :

- la semaine olympique et paralympique a vu 48 projets scolaires naître au cours de cette semaine particulière ;
- des animations au sein des collèges et collectivités par l'intervention des volontaires en service civique de la Direction des Sports (plus de 5000 participations aux animations portées par les volontaires, les services et les partenaires) ;
- le Département s'est engagé aux côtés des services de l'État dans la coordination du label Terre de Jeux et des projets sportifs sur notre territoire.

Le mouvement sportif soutenu

Le Département fait évoluer son dispositif d'aide au mouvement sportif en adoptant de nouveaux critères afin de répondre de manière plus pertinente aux problématiques des associations sportives. Ainsi, l'emploi sportif, les différents labels qualité décernés aux associations ou encore l'accompagnement des bénévoles sont désormais pris en considération. Par ailleurs, l'aide au sport de haut niveau entend non seulement le soutien des clubs évoluant dans l'élite nationale, mais également un accompagnement des athlètes de haut niveau regroupés sous la bannière de la Team 27.

Enfin, le Département poursuit son effort de soutien auprès des associations par le biais de dispositifs cofinancés par la Région pour l'acquisition de matériel ou de véhicules (Nautisme en Normandie, Trans'sport en Normandie par exemple).



City-stade : le Département accélère leur déploiement

Le Département fait évoluer son dispositif de soutien en investissement aux collectivités en adoptant des critères plus cohérents avec les préoccupations du moment. Ainsi, les équipements sportifs de proximité font désormais l'objet d'un dispositif à part entière correspondant plus à la typologie du territoire. De la même manière, le Département accompagne aujourd'hui les collectivités en matière d'ingénierie de projet et de conseil en développement (équipements sportifs structurants ou de proximité).

En 2022, près de 2,3 millions d'euros ont été consacrés aux équipements sportifs pour la construction ou la réhabilitation.

Meeting « Élite » de l'Eure : un évènement de portée nationale

Le stade Jesse-Owens, à Val-de-Reuil, a accueilli une nouvelle édition (la 6e) du meeting d'athlétisme de l'Eure, le 2e plus important Indoor de France. Il fait partie de l'exceptionnel circuit des « meetings Elite » de la fédération d'athlétisme. Seuls 5 événements en France entrent dans le circuit national.



Plus de 2M€

de soutien financier en 2022

603 clubs sportifs locaux pour 827 410 € d'aides

36 comités sportifs départementaux pour 460 300 € d'aides

Clubs de Haut niveau :

Amateurs : 22 clubs pour un montant de 140 275 €

Professionnels : 4 clubs pour un montant de 361 000 €

36 athlètes de Haut Niveau pour 45 500 € d'aides

86 manifestations sportives pour 213 250 € d'aides

Ça roule de mieux en mieux sur la Seine À Vélo

Dans l'Eure, la Seine À Vélo représente 120 km d'itinéraires cyclables longeant au maximum la Seine. L'aménagement de ce parcours se poursuit.

En 2022, le Département a investi environ 1,5 M€ dans ce projet avec :

- l'étude de trois nouvelles sections : Les Andelys/Saint-Pierre-du-Vauvray (18 km) ; Pont-de-l'Arche/Martot (9 km) et Marais Vernier/Berville-sur-Mer (10 km) ;
- la réalisation de travaux sur les communes de Bouafles et Courcelles-sur-Seine.



Villes et campagnes, tous égaux !

Gage d'attractivité du territoire, la qualité des équipements et l'accès aux services publics, à la ville comme à la campagne, doivent aussi répondre à l'égalité républicaine entre les bassins de vie. Fibre optique, tourisme, éducation, routes... Les nécessaires investissements structurants amènent le Département à se rapprocher des communes rurales.



Fibre optique : l'Eure flirte avec les 100 %

Amener le Très Haut-Débit (THD) dans tous les foyers et toutes les entreprises de l'Eure, en ville comme en campagne, a été un chantier titanesque de plus de 200 M€ porté par le syndicat mixte Eure Normandie Numérique. Fin 2022, il s'approche de l'objectif ambitieux

de 100 % du territoire fibré. Une prouesse qui place le département de l'Eure devant tous ses voisins normands. Ainsi, chaque semaine, de nouvelles prises THD continuent d'être créés pour connecter les derniers foyers, les dernières entreprises.



Un engagement fort auprès des territoires

La contractualisation entre le Département et les intercommunalités vise un développement équilibré et cohérent à l'échelle départementale en dégageant les priorités, tout en prenant en compte les spécificités de chaque territoire.

Au titre du volet négocié entre 2017 et 2022, dans l'Eure 85 M€ de subventions ont été initialement contractualisées pour 648 M€ de coût de projets. Ces contrats de territoire ont fait l'objet de revoyures, permettant aux EPCI et communes de renégocier certains projets ; les dernières ont eu lieu en 2021. Le Département a également décidé de prolonger d'un an la durée de ces contrats, afin de permettre aux collectivités de continuer à engager leurs projets sur l'année 2022, notamment pour ceux ayant pris du retard suite à la crise sanitaire liée à la COVID.

La précédente génération de contrat s'est ainsi clôturée au 31 décembre 2022.

Cette politique d'accompagnement, à la fois de conseil, d'expertise (notamment à travers l'Agence de la ruralité) et de financement, s'accompagnera d'un soutien financier direct des communes, en particulier les communes rurales.

Un dispositif d'assistance performant

La mission Ingénierie 27 est un dispositif d'assistance technique départementale aux communes et à leurs groupements. Elle leur permet de solliciter et d'obtenir des conseils gratuits, mais aussi des prestations payantes, dans les domaines de la voirie, de l'aménagement et de l'urbanisme. Concernant les prestations à titre onéreux, le total des recettes s'élève à 150 136 €.



Lancement de l'Agence de la ruralité

Annoncée par le nouvel exécutif en juillet 2021, l'Agence de la ruralité euroise est officiellement lancée depuis le 27 août 2022. Elle nourrit trois ambitions :

- conseiller au quotidien ;
- accompagner les porteurs de projets
- et faciliter l'organisation des événements communaux par le prêt de matériel.

Ainsi, à travers un accueil unique et clairement identifié, elle offre aux élus, et notamment aux maires ruraux, un service de proximité d'informations et de premiers conseils. Cela les aide au quotidien dans l'exercice de leur mandat et dans la

réalisation de leurs projets. Cette Agence met également à leur disposition des matériels que des communes rurales ne peuvent acquérir seules (kits événementiels, radars pédagogiques). À cette fin, les services du Département et les organismes associés au Département, comme le CAUE et Eure Normandie Numérique, sont mobilisés dans leurs champs de compétences. Ceci en complément de nombreux acteurs susceptibles d'apporter des réponses aux questionnements des maires : services de l'État, Union des Maires, Centre de gestion, chambres consulaires...

Des partenariats pour revitaliser les communes

Dans le cadre de la politique du Département pour la revitalisation des centres bourgs et l'attractivité des petites centralités, des actions de partenariat ont jalonné l'année :

- avec l'EPFN dans le cadre des Petites Centralités par le choix de trois communes qui pourront bénéficier d'une étude pré-opérationnelles de revitalisation de leur centre bourg financée intégralement (à part égale) par le Département et l'EPFN ;
- avec la Banque des Territoires (BDT) dans le cadre du dispositif national Petites Villes de Demain (PVD) dont 36 communes de l'Eure sont lauréates. Le Département de l'Eure procède à l'instruction des demandes de financement d'études PVD pour le compte de la BDT.
- avec la CCI Portes de Normandie et la CMA Normandie (site de l'Eure) dans le cadre du partenariat annuel pour l'accompagnement à l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de revitalisation commerciale des centres bourgs : pour l'année 2022, 11 diagnostics flash commerce ont été réalisés, et la commune de Rugles a bénéficié d'une aide départementale de 43 075 € et d'un accompagnement pour l'ouverture d'une boutique éphémère (première boutique du réseau départemental).



Le Département soutient l'accueil touristique

En 2022, quatre projets d'aménagements touristiques portant principalement sur la création ou le développement d'aires de camping-cars ont été accompagnés. Ainsi, deux nouvelles implantations ont été réalisées conduisant à 30 places de stationnement supplémentaires réparties entre l'est et le sud du département. L'accueil de la clientèle touristique a été rendu plus agréable à l'office de tourisme de Lyons Andelle grâce à la rénovation des lieux, 60 252 € ont été accordés à ces projets.

En 2022, un accompagnement de 288 400 € a permis de suivre la création et le développement de 9 projets d'hébergements touristiques dont un projet de modernisation d'hôtellerie de plein air, la création de 3 gîtes de groupe et la montée en gamme d'un gîte devenu 5 épis.

Promotion de la destination Vallée de Seine

À côté des cinq autres départements de l'Association des départements de l'Axe Seine (ADAS), l'Eure a participé pour la seconde fois aux Rencontres Nationales du Tourisme Fluvial (RNTF) les 7 et 8 novembre à Arles. Objectif : promouvoir la destination Vallée de Seine et ainsi favoriser les retombées économiques des bateaux de croisières. Le coût global de la participation de l'ADAS aux RNTF 2022 s'élève à 45 363 € TTC répartis entre chaque département.

Sécurité routière, un enjeu crucial

Le Département a réalisé en 2022 des investissements à hauteur d'environ 26 M€ sur ses routes et ses ouvrages d'art.

Quelques exemples d'aménagements nouveaux : la déviation nord-ouest de Bourg-Achard (218 000 €), l'aménagement d'un giratoire RD 31 à Honguemare-Guénouville (354 000 €), l'aménagement d'un tourne-à-gauche RD 613 - RD 29 à Boissy-Lamberville (475 000 €); des aménagements de dessertes tels que

l'accès au Lycée International de Bourg-Achard (563 000 €); rénovation du pont suspendu des Andelys (1,996 M€); pont de Courcelles-sur-Seine (208 000 €).

S'y ajoutent les investissements de maintenance et d'entretien, aux effets majeurs pour la sécurité et le confort des usagers du réseau routier départemental : les couches de roulement (18,1 M€) et les ouvrages d'art (900 000 €).





Le tourisme à vélo, maillon fort de l'attractivité euroise

En 2020, le tourisme à vélo (destination vélo, tourisme responsable, tourisme de proximité, slow tourisme) a engendré 4,6 milliards d'euros de retombées économiques directes en France. Le Département de l'Eure a décidé de changer de braquet et d'investir pleinement dans cette direction afin de renforcer son attractivité.

En 2022, les actions initiées en 2021 se sont étoffées :

- poursuite du Business club (3 réunions thématiques, plus de 50 adhérents en fin d'année et 4 rencontres territoriales des socio-professionnels autour de la Seine à vélo) ;
- poursuite des Rencontres clubs vélo (2 réunions à destination des EPCI et OT de l'Eure) ;
- développement du Label accueil vélo par Eure Tourisme ;
- coordination d'événementiels avec le Printemps de la Seine à vélo.

Voirie : aider aussi les communes

Le Département accompagne également les collectivités sur leurs travaux d'investissement de voirie, à travers plusieurs dispositifs d'aides pour :

- améliorer l'écoulement superficiel des eaux pluviales en agglomération sur routes départementales ;
- promouvoir les modes de déplacements alternatifs, réduire l'utilisation de la voiture personnelle et sécuriser les usagers des RD ;
- réaliser des aménagements de sécurité à destination des usagers de la voirie en agglomération, voies communales et routes départementales.



Des mesures concrètes pour plus de sécurité

Le Département se préoccupe de la sécurité globale des Eurois. Aux premiers rangs de ce défi : la protection contre les incendies, la sécurité des routes, la lutte contre la radicalisation et les violences intrafamiliales. Le Département répond par des mesures très concrètes.



80 % des collèges sous vidéoprotection

Depuis 2016, le Département soutient le développement de la vidéoprotection aux abords de certains sites sensibles de l'Eure. Les collèges, dont le Département a la charge et dont les conseils d'administration ont délibéré favorablement, sont équipés. Parallèlement, le Département a aussi mis en place un dispositif d'aide accessible à toutes les communes pour l'installation de systèmes de vidéoprotection.

Des travailleurs sociaux dans les commissariats et gendarmeries

Le Département finance, avec l'État, cinq postes de travailleurs sociaux au sein des commissariats et gendarmeries qui recueillent les plaintes, écoutent, accompagnent et orientent les victimes de violences conjugales. Ce dispositif qui s'inscrit dans le cadre des politiques publiques de prévention de la délinquance, de lutte contre la récidive, de prévention et de lutte contre les violences intrafamiliales, montre toute son efficacité.

En 2022, 1 058 entretiens ont été réalisés. 80 % des personnes sont des femmes majeures et 11 % sont des hommes majeurs. A noter que 967 situations étaient inconnues du service social.

Un nouveau dispositif d'aide pour les polices municipales

Afin de renforcer la sécurisation des espaces publics, d'apporter une réponse aux incivilités et de constater les infractions du quotidien, le Département contribue désormais financièrement à la création de polices municipales.

Le boom de la vidéoprotection

En 2022, 39 communes ont bénéficié du dispositif départemental pour l'installation de la vidéoprotection. Plus de 405 000 € de subventions ont été accordées, soit un total de 4,9 M€ de travaux. 552 caméras ont nouvellement été installées sur le territoire.



De la radicalisation à la promotion des valeurs de la République

Depuis sa création, la mission de lutte contre la radicalisation du Département a permis de dispenser plusieurs centaines de séances de sensibilisation et de formation auprès des élus, bénévoles et professionnels.

En parallèle, un appel à projet « promotion des valeurs de la République et de la citoyenneté » a été lancé en 2022. Ce qui a permis de sensibiliser une centaine de collégiens, en proposant aux élèves une prise de conscience des théories

complotistes et conspirationnistes et un repérage des méthodes d'endoctrinement. Parallèlement, la mission rappelle les valeurs républicaines, bases de notre société.

Sécurité routière : 350 agents veillent 24h/24

Circuler en empruntant des routes sûres, se déplacer grâce à des aménagements bien conçus, déposer son enfant au collège en toute sérénité sont des attentes légitimes des Eurois. Le Département gère et exploite plus de 4 200 km de routes départementales, mais aussi des ouvrages d'art et des équipements de la route.

Environ 350 agents interviennent ainsi chaque jour sur le réseau et

assurent une veille 24h/24. En hiver le réseau routier est sous haute surveillance dès qu'un phénomène météo est annoncé. En 2022, 1 953 interventions d'urgence sur les routes départementales ont ainsi été consignées.

Le site d'information www.inforoute27.fr est mis à jour très rapidement via les tablettes des agents.

Défense incendie : le Département au secours des communes

Afin d'aider les communes à se mettre aux normes, le Département de l'Eure a annoncé une série de mesures et de solutions concrètes pour déployer les bornes incendie et autres équipements de protection contre les feux. Une enveloppe de 10 M€ sur cinq ans a été débloquée. Une cellule Support incendie et urbanisme (CSIU) donne des conseils, réalise des expertises et propose un soutien financier aux communes.

Quelques chiffres en 2022 :

- 1800 appels réceptionnés au sein de la CSIU et des services du Département ; près de 108 diagnostics flashs réalisés par le SDIS et 37 avis techniques émis pour les schémas communaux réalisés ;
- 218 dossiers étudiés et 214 dossiers subventionnés pour un total de subventions de 2,527 M€.



Des moyens renforcés pour les pompiers

Voté à l'unanimité par les conseillers départementaux en septembre 2022, le projet sapeurs-pompiers, doté de 75 M€, va considérablement renforcer les moyens humains et matériels des soldats du feu eurois. Toujours plus sollicités au quotidien, ces acteurs de la sécurité civile dans l'Eure vont bénéficier d'un soutien financier inédit du Département sur la période 2022- 2027.

Cet effort va permettre notamment durant la période :

- le renforcement des effectifs de 57 sapeurs-pompiers ;
- la reconstruction et la rénovation de douze casernes pour 34 M€ ;
- l'acquisition de 44 véhicules de Secours et d'Assistance aux Victimes (VSAV) et de 25 engins de lutte contre les incendies.



125

fois par jour

c'est la moyenne du nombre de sorties quotidiennes qu'effectuent les sapeurs-pompiers eurois.

Un été 2022 hors-norme

Avec plus de 500 feux et 820 hectares d'espaces naturels brûlés, l'été 2022 restera dans les mémoires des pompiers. Il annonce aussi ce que pourraient être les saisons estivales dans l'Eure, dans les prochaines années, du fait du réchauffement climatique. Les enseignements de cet été de tous les dangers a donc alimenté la réflexion autour de la révision du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) et du projet sapeurs-pompiers 2022-2028 qui en découle. Plus que jamais, le Département poursuit ses efforts en direction des communes pour les aider à mieux s'équiper face au risque incendie.



Logement : une stratégie pour 6 ans

Chaque Eurois doit pouvoir accéder à un logement adapté à ses moyens et à ses besoins, telle est l'ambition du Département de l'Eure. Aussi, il a adopté, en janvier 2022, deux documents cadres : son 3^e Plan Départemental de l'Habitat (PDH) et son 2^e Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). Ces plans sont les guides stratégiques qui portent les politiques du Département sur les six prochaines années.



Amélioration de l'habitat privé : une année record

En 2022, près de 340 familles ont bénéficié de subventions du Département pour l'amélioration de leur logement (par la rénovation énergétique, l'adaptation à l'autonomie ou la lutte contre l'habitat indigne). Il a également engagé la somme record de 1 M€ de subventions en faveur de propriétaires-occupants modestes voire de propriétaires bailleurs, générant ainsi 11 M€ de travaux

majoritairement attribués aux entreprises locales.

En parallèle, le Département a également mobilisé les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) dans le cadre de la délégation des aides à la pierre : 9 M€ ont ainsi été débloqués pour accompagner les travaux des particuliers, un montant jamais atteint.

Accompagner les projets de revitalisation des centres-bourgs

La commune nouvelle de Mesnil-en-Ouche travaille à la revitalisation de ses deux centralités, Beaumesnil et La Barre-en-Ouche. Ainsi, l'ancien îlot de La Poste, à La Barre-en-Ouche, sera restructuré en un quartier axé sur la notion de « vivre ensemble ». Il comprend la création d'une résidence autonomie et d'un pôle de santé, l'augmentation de la capacité du foyer pour personnes handicapées « Val André », la création ou la réhabilitation de plusieurs logements locatifs communaux et le réaménagement de l'ensemble des espaces publics.

Ce projet est mené conjointement par la commune nouvelle de Mesnil-en-Ouche, l'association Jules Ledein et la Siloge.

Les Assises des Solidarités, une grande démarche de concertation

En 2022, le Département de l'Eure a engagé une démarche participative et de concertation pour redéfinir les priorités pour les six ans à venir concernant l'action sociale. Une journée d'échanges et de réflexion a été dédiée au logement et à l'habitat. Les enjeux ressortis des échanges ont permis de confirmer les axes stratégiques issus du PDH et du PDALHPD.





Un logement de qualité même pour les plus modestes

2022 a vu se concrétiser un nouveau Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, le PDALHPD 2022-2027. Son objectif est d'offrir à tous, en particulier aux plus fragiles, un habitat de qualité, adapté à leurs besoins et à leurs moyens. Résultat d'une large concertation, le plan 2022-2027 a pour vocation de définir la stratégie et les orientations permettant de garantir, localement, le droit au logement.

Un outil d'aide à la décision : l'observatoire de l'habitat

Les services du Département, en partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de Rouen et des Boucles de Seine et Eure, ont travaillé à la constitution d'un observatoire de l'habitat. Cet outil doit servir à renforcer nos moyens pour piloter, adapter et partager les politiques de l'habitat aux différents territoires de l'Eure.

Plus de prévention, moins d'expulsion

L'activité des Commissions de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX) est en hausse, + 5,3 % par rapport à 2021. Mais à la différence de 2021 ce sont les saisines au titre de la prévention qui ont augmenté de 18,5 % alors que les saisines au titre de l'expulsion ont baissé de 26,3 %.

De plus, en 2022, ce sont 414 situations qui ont été signalés dans le cadre de la lutte contre l'habitat dégradé par l'ensemble des partenaires contre 306 en 2021.





Une gestion financière performante et prospective

Le budget demeure la traduction, en chiffres, des choix stratégiques définis par les élus pour notre département. Il est aussi le garant de la capacité de la collectivité à mettre en œuvre toutes ses missions, sans pour autant, grever le futur.



Une année 2022 marquée :

• Par des recettes dynamiques

- 128 M€ de TVA soit +10 %
- 66 M€ de taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA), soit +10 %
- Et d'autres en baisse contenue : 103 M€ de droits de mutation à titre onéreux (DMTO), soit -5 %

• Un niveau d'investissement record

Ces investissements sont en particulier concentrés :

- sur l'éducation à hauteur de 68 M€
 - avec les travaux de construction ou de rénovation des collèges de Bourneville-Sainte-Croix, Louviers, Pont-de-l'Arche, Le Val-d'Hazey, La Saussaye, Routot, Évreux, Bernay et Broglie.
 - l'aide à la construction d'école dans les communes de l'Eure (6,49 M€ en 2022 contre 4,38 M€ en 2021).
- 31 M€ pour l'infrastructure, les transports, l'agriculture et l'environnement dont 27 M€ liés à la mobilité (+31 % par rapport à 2021) notamment pour moderniser nos routes de proximité.
- 13 M€ pour les ressources, moyens généraux et SDIS dont 3 M€ pour le système d'information (+51 %)

• Une pression fiscale faible depuis 2015



Moody's confirme la bonne note du Département

L'agence notation Moody's a confirmé en 2022 la bonne tenue des finances du Département. L'Eure conforte ainsi sa place bon élève au sein des collectivités de France. Dans son rapport final, l'agence pointe notamment :

- une performance financière forte en comparaison avec les autres départements français ;
- un niveau d'endettement modéré et un profil de liquidité sécurisé ;
- une gestion financière et budgétaire prudente.

Dans un contexte d'inflation significatif, les dépenses du Département augmentent.

Cette hausse se justifie notamment par :

- des dépenses sociales non maîtrisables, liées au vieillissement de la population, à la détérioration de la situation de l'enfance en danger et à la reconnaissance de nouveaux handicaps ;
- la revalorisation des personnels médico-sociaux et sociaux (Ségur de la santé) et la reprise de l'inflation, notamment sur l'énergie et l'alimentation, qui elle-même a suscité une augmentation des rémunérations des agents départementaux ;
- un rattrapage de moyens propre à l'Eure dans certains domaines : aide à domicile, protection de l'enfance, sapeurs-pompiers.

Des dépenses à la hausse et des recettes plus volatiles imposent de poursuivre le travail minutieux de gestion des finances départementales en conservant les marges de manœuvre indispensables à l'investissement. **Pour y parvenir, le Département propose une approche pluriannuelle de ses investissements pour la période 2022-2028.**

Cette méthode permet de hiérarchiser sur un temps long les différents plans d'investissements, avec des possibles tranches prioritaires et d'autres conditionnelles. Elle permet également de prioriser les éventuelles revalorisations des politiques départementales en fonctionnement. Enfin, elle impose à travailler au ciblage et à l'efficacité de nos politiques, de notre organisation et de nos satellites et donc à avoir une gestion encore plus rigoureuse de l'argent public.

Des comptes plus transparents et certifiés

Le Département de l'Eure fait partie des précurseurs du Compte Financier Unique (CFU). Ce document est appelé à se substituer au compte de gestion et au compte administratif de façon généralisée dans les collectivités locales françaises à partir de l'exercice 2024. Ce document unique est à la fois plus riche en informations, plus simple à lire et donc plus transparent. Sur la base du compte financier unique 2022, les commissaires aux comptes attestent pour la deuxième fois, que les comptes de la collectivité donnent une image sincère et fidèle de l'activité et du patrimoine du Département.



Une administration efficace grâce aux agents du service public

Les politiques départementales ne pourraient être mises en œuvre de façon efficiente sans compter sur la richesse et l'investissement constant de son personnel départemental, ainsi que la diversité de ses métiers. Plus de 2500 agents font vivre au quotidien le service public départemental.

DÉPARTEMENT DE
L'EUVE

Le Département de l'Eure se doit **d'attirer et de fidéliser ses ressources humaines**. Ce défi n'est pas des moindres, alors que la concurrence entre employeurs publics s'intensifie, et que les tensions sur le marché du travail sont de plus en plus palpables.

Trois missions dominent quantitativement :

- les missions du social et du médico-social, qui représentent à elles seules près de 50 % des agents du Département ;
- les missions d'accueil, d'entretien et de restauration dans les collèges qui représentent plus de 20% des effectifs ;
- les missions de construction, mais surtout de maintenance et d'entretien de la route, pour plus de 10 % des effectifs.



2 123

emplois permanents
au Département de l'Eure,
en février 2023..



La poursuite de la modernisation de l'action publique

Pour répondre aux multiples défis auxquelles elle est confrontée, la collectivité s'est engagée depuis 2015 dans une démarche de transformation de son organisation et de modernisation de son fonctionnement.

Ainsi, le Département poursuit, en 2022, ses actions de simplification et de transformation de ses relations avec les administrés. Le défi numérique et l'évaluation des processus de travail reste un fil conducteur pour l'ensemble des projets déployés à l'échelle de la collectivité. C'est dans ce cadre qu'un certain nombre de services du Conseil départemental, à commencer par la MDPH, ont d'ores et déjà déployé la dématérialisation de leurs modalités de travail.

Une administration dynamique et évolutive

Au regard des besoins et des nombreux postes vacants, la mission de recrutement demeure un **enjeu stratégique** pour l'administration. En 2022, pas moins de 379 recrutements ont été réalisés. La mobilité interne est également favorisée pour permettre des parcours professionnels dynamiques, dans une perspective d'enrichissement et de diversité des compétences.

Pour faire découvrir la diversité des métiers et accentuer son attractivité, le Département a mis en œuvre des actions innovantes en lien avec les employeurs publics locaux : création du salon de l'emploi public virtuel et création d'un rallye inter-fonction publique à destination des jeunes de 15 ans (concrétisation en 2023). Dans son

action auprès des jeunes, il participe également au développement de l'apprentissage en ouvrant davantage de postes d'apprentissage au sein de la collectivité (34 à la rentrée 2023). Ces actions ont été complétés par une participation à plusieurs salons des métiers.

Il convient enfin de souligner la politique ambitieuse du Département qui a fait le choix d'ouvrir ses services aux personnes en recherche d'emploi ou d'insertion. En 2022, il a ainsi renouvelé son opération 100 jobs été ouverts aux étudiants eurois, et a maintenu sa politique 100 parcours emploi compétences donnant lieu, dans certains cas, au recrutement sur poste permanent.

La nécessité d'agir pour le bien-être au travail et la transparence du dialogue social

La question du bien-être et de la qualité de vie au travail est un **enjeu managérial majeur**, pour lequel la collectivité porte une attention toute particulière. L'objectif est de **construire, ensemble**, un projet modèle autour duquel fédérer l'ensemble des agents afin d'améliorer la qualité de vie au travail.

Plusieurs actions ont été menées dans ce cadre. Citons par exemple les journées d'accueil et d'intégration professionnelle des nouveaux agents recrutés au sein du Département, le renforcement des accompagnements psychologiques par le biais d'entretiens individualisés ou collectifs, ou la poursuite des interventions de l'assistante sociale du travail. Ces actions s'inscrivent dans la démarche plus ambitieuse de formalisation d'un plan d'action Qualité de Vie au Travail, qui devrait voir le jour fin 2023.

L'équipe pluridisciplinaire du pôle Qualité de Vie et Conditions de Travail a été renforcée avec notamment le recrutement d'une psychologue du travail et d'une conseillère en prévention des risques professionnels.

Enfin, le nombre de groupes de travail réalisés tout au long de l'année 2022 en lien avec les représentants du personnel témoigne de la volonté politique affirmée d'un dialogue social constructif pour améliorer quotidiennement l'environnement professionnel des agents départementaux.



Retrouvez toutes les aides du Département de l'Eure sur notre site :
eureennormandie.fr rubrique nos aides et services

HÔTEL DU DÉPARTEMENT
14 boulevard georges-chauvin
27021 Évreux cedex
Tél : 02 32 31 50 50